Bibliographie

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4594>

DOI : [10.4000/formationemploi.4594](https://doi.org/10.4000/formationemploi.4594)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2015

Pagination : 105-116

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

« Bibliographie », *Formation emploi* [En ligne], 132 | octobre-décembre 2015, mis en ligne le 30 décembre 2017, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4594> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.4594>

Bibliographie

Sélection bibliographique d'ouvrages sur la thématique « Enseignement supérieur Entreprise ». Cette sélection a été élaborée à partir de la base de données bibliographiques « Formation-Emploi » du Céreq.

Bibliographie réalisée par Magali Thevenot

La professionnalisation : Pour une université « utile » ?

Agulhon Catherine ; Convert Bernard ; Gugenheim Francis ; Jakubowski Sébastien
Paris : L'Harmattan, 2012. - 264 p. - (Savoir et Formation)

Longtemps circonscrite à certaines filières, la “professionnalisation” se diffuse dans l'ensemble de l'Université. Sur cette “professionnalisation”, la communauté universitaire est partagée. Les uns n'ont pas attendu qu'on leur assigne cette mission, d'autres, plus récemment convertis, s'y engagent avec zèle, d'autres encore résistent, dénonçant une mise en péril des missions des universités et de l'identité des universitaires. Cet ouvrage parcourt les différents aspects de cette “professionnalisation” sur la base d'études portant sur deux académies contrastées : l'une, l'Académie de Lille, où l'environnement industriel a marqué depuis longtemps les liens entre le monde socio-économique et l'Université ; l'autre, l'Académie de Bretagne, où la “professionnalisation” de l'Université est plus récente. Si la “professionnalisation” n'est pas sans effets pervers, donnant souvent naissance à des formations trop étroitement adaptées à des besoins professionnels à court terme, elle peut, quand elle est bien menée, redonner à l'Université l'initiative dans la définition même des besoins professionnels, l'Université retrouve ainsi certaines de ses missions traditionnelles : s'emparer sans cesse de domaines professionnels pour en faire l'objet d'une connaissance rationnelle, inventer constamment de nouveaux domaines de l'activité humaine.

L'école des patrons : silence et morales d'entreprise à la *Business school* de Harvard

Anteby Michel ; Mennesson Isabelle (trad.)
Paris : éd. Rue d'Ulm, 2015. - 260 p.- (Sciences sociales)

Comment sont formés les futurs patrons américains ? Quel sens moral retirent-ils de leur passage dans les fameuses *business schools* où ils acquièrent leur formation ? L'analyse ethnographique de la plus emblématique de ces écoles, celle de Harvard, apporte des réponses. Michel Anteby nous découvre les rouages d'une institution centenaire et dresse des parallèles frappants entre la socialisation des professeurs et celle des élèves. De la préparation des séances de cours à la circulation dans les tunnels du campus, du système d'évaluation et de notation aux suspensions pour motif d'insuffisance académique, ce livre retrace le

parcours éducatif, à la fois mythique et singulier, de ceux qui aspirent à devenir patrons. Car ils évoluent dans un contexte qui promeut un silence normatif relatif. Arguant de respecter une multitude de points de vue, l'école se refuse à prôner ouvertement une norme. C'est donc une étrange idéologie de la non-idéologie qui est interrogée ici, et un silence bien plus parlant qu'il n'y paraît.

Pôles de proximité et réseaux territoriaux d'enseignement supérieur

Balme Pierre ; Cytermann Jean-Richard ; Kallenbach Sacha ; Szymankiewicz Christine ; Ponsot Marie-France
France. Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche
Paris : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2011. - 52 p.

Ce rapport s'intéresse aux mécanismes de régulation territoriale des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Les écoles supérieures de commerce : Sociohistoire d'une entreprise éducative en France

Blanchard Marianne
Paris : Classiques Garnier, 2015 - 411 p. - (Histoire des techniques)

Ce travail étudie les Écoles supérieures de commerce (ESC), de la fin du XIX^e siècle à 2010, en se focalisant sur les cinquante dernières années. À travers une approche socio-historique, il analyse le développement de ces établissements qui constituent un modèle à part dans l'enseignement supérieur français, de par leur statut privé et leur proximité avec les chambres de commerce, leur système de recrutement ou encore leur mode organisation proche de celui des entreprises. En empruntant aussi bien au néo-institutionnalisme qu'à la sociologie des organisations et des institutions, il s'agit de dépasser une vision fonctionnaliste expliquant l'essor et les évolutions de ces écoles comme autant de réponses à des demandes exprimées par la sphère économique et par les étudiants. À partir du dépouillement d'archives, d'analyses statistiques et d'entretiens, cette thèse met en évidence des logiques d'actions et des intérêts propres aux établissements étudiés, ainsi que les stratégies qui ont pu être mises en œuvre pour les faire apparaître comme des formations légitimes. De fait, le retour sur les premières décennies de fonctionnement des ESC montre qu'à l'origine l'existence de telles écoles n'avait rien d'évident et que ce n'est que très progressivement qu'elles ont pu se faire reconnaître comme utiles, voire nécessaires, pour donner accès à certaines professions et positions sociales. Par ailleurs, se focaliser sur un groupe d'écoles liées par un jeu de relations où se mêlent liens réglementaires, coopération et concurrence, permet de mettre en évidence les processus d'imitation et d'homogénéisation mais aussi les logiques de différenciation et de hiérarchisation, qui ont contribué à façonner ces établissements, parfois indépendamment des demandes externes. Ce travail permet en outre d'éclairer les transformations dans le champ de l'enseignement supérieur

français, à travers un questionnaire sur le financement des écoles, le recrutement des étudiants ou encore leur internationalisation.

Formation professionnelle et industrie : Le regard des acteurs de terrain

Bidet-Mayer Thibaut ; Toubal Louisa ; Gallois, Louis, (préf.)

Paris : La Fabrique de l'industrie, 2014. - 147 p. - (Les notes de La Fabrique)

La formation professionnelle constitue un enjeu majeur pour la compétitivité. Les théories de la croissance soulignent l'impact de la qualité du « capital humain » sur l'adaptation des salariés aux mutations et la diffusion des innovations. De nombreuses études mettent en évidence les difficultés rencontrées pour adapter les formations initiales aux besoins des entreprises, les freins au développement de l'apprentissage, les inégalités persistantes d'accès à la formation au détriment des salariés les moins qualifiés, les problèmes liés à une gouvernance trop complexe, etc. Les conséquences de ces dysfonctionnements sont inquiétantes. 150 000 jeunes quittent chaque année le système éducatif sans diplôme, ce qui pèse sur leur insertion et sur l'ensemble de leur trajectoire professionnelle. Or, malgré un chômage élevé, le nombre des postes non-pourvus et des métiers en tension se maintient à des niveaux élevés. Ce phénomène touche les entreprises industrielles, dont les métiers souffrent d'une image négative. En complément de ces travaux d'experts, La Fabrique de l'industrie donne la parole aux acteurs de terrain. Les témoignages présentent un panorama des problèmes de la formation professionnelle dans l'industrie en identifiant les facteurs de blocage et des leviers d'action pour y remédier. De nombreux dispositifs innovants sont évoqués, qui montrent la volonté des acteurs de surmonter les blocages. Le fonctionnement décevant de notre système de formation n'est pas une fatalité.

La dérégulation universitaire : La construction étatisée des « marchés » des études supérieures dans le monde

Charle Christophe (dir.) ; Soulie Charles (dir.)

ARESER (octobre 2012 et décembre 2013 ; Paris)

Paris : Syllepse, 2015. - 366 p. - (La politique au scalpel)

Le modèle universitaire néolibéral est souvent présenté comme une panacée censée résoudre les problèmes des vieilles universités européennes engoncées dans une logique de service public égalitaire jugée inadaptée à la « globalisation » et à la « compétition » internationale. Afin de contrebalancer ces mots d'ordre ressassés sans preuve, des universitaires de quatre continents font le point sur la dérégulation mise en place dans l'enseignement supérieur. Ce détour par l'étranger offre au lecteur le moyen de se décentrer par rapport à un univers national qu'il croit bien connaître. Malgré une apparente autonomie relative, le destin des universités du monde est inséparable de celui des sociétés et des rapports de forces politiques, si bien que les déclinaisons universitaires du mode de gestion néolibéral inégalement dominant sont un révélateur des inégalités croissantes et des idéaux sociaux

propres à chaque pays ou région du monde actuel. En conséquence, le salut des universités notamment le maintien de leur potentiel émancipateur et critique dépend de la capacité du mouvement social et politique à se réapproprier, grâce à l'analyse comparative des expériences, un destin collectif confisqué par des bureaucraties nationales et internationales appliquant une doxa aveugle. Cela passe aussi par le fait que chacun ait le droit d'accéder au savoir et que la recherche ne soit pas asservie aux impératifs marchands, comme le proposent la plupart des politiques mises en œuvre par imitation de « modèles » déjà en crise.

Investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur

Charles Nicolas ; Delpech Quentin ; Michelet Julian (collab.)

CGSP - Commissariat général à la stratégie et à la prospective (Paris)

Paris : France Stratégie, 2015. - 206 p. - (Rapport) .

Porté par la mondialisation et par l'élévation du niveau de vie dans les pays émergents, le nombre des étudiants internationaux - c'est-à-dire des personnes étudiant dans un autre pays que le leur - ne cesse d'augmenter. Il pourrait passer d'environ 4 millions aujourd'hui à 7,5 millions en 2025. Cette internationalisation ne se limite plus à la seule mobilité des étudiants : les formations et les établissements s'exportent, le contenu comme les outils pédagogiques évoluent, les collaborations internationales sont valorisées. La France est un acteur important de l'internationalisation. Selon l'Unesco, elle est le troisième pays d'accueil en 2012 avec 271 000 étudiants accueillis, soit 6,8 % du total des étudiants en mobilité à travers le monde. S'il ne manque pas d'atouts, le système français doit surmonter des défis de taille, sous peine de voir ses parts de marché érodées. Il lui faut diversifier ses modalités d'internationalisation et améliorer la qualité de son offre, qu'il s'agisse de contenu ou de services aux étudiants. Le défi est aussi financier, dans un contexte de contraintes budgétaires.

Réformes d'hier et réformes d'aujourd'hui : l'enseignement supérieur recomposé

Chevallier Thierry, (dir.) ; Musselin Christine (dir.)

Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2014. - 230 p. - (Des Sociétés)

Tiré d'une sélection de contributions présentées lors du précédent colloque du Réseau d'études sur l'enseignement supérieur, ce livre articule mouvements et continuités. Il, en adopte un regard au plus près des politiques d'enseignement supérieur et de recherche et en confrontant réformes d'hier et d'aujourd'hui. Il les aborde à travers trois perspectives. La première dépasse le constat de l'influence du nouveau management public en mettant l'accent sur les variations et nuances qui ressortent de sa mise en œuvre. La seconde met au jour les trajectoires de réforme que suivent les décisions publiques sur l'enseignement supérieur et analyse les changements sur des temps longs. Enfin, la troisième questionne la capacité de ces réformes à échapper aux effets de dépendance de sentier, qu'il s'agisse de reconfigurer les relations et les rapports de force entre les acteurs ou de transformer les jeux

entre niveaux territoriaux. Chacune de ces perspectives permet de comprendre comment les réformes universitaires sont perçues, les comportements de résistance ou d'adhésion qu'elles suscitent et les recompositions auxquelles elles conduisent au sein de la communauté universitaire.

Financement de l'enseignement supérieur : quel rôle pour les entreprises ?

Chiappori Pierre-André

Paris : Institut de l'Entreprise, 2011. - 108 p. - (Les notes de l'Institut)

En 2007, la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) a consacré le principe d'autonomie des établissements. Le rapport Aghion en 2010 a posé de nouveaux jalons. Au-delà de la question de l'autonomie et de celle de la gouvernance des universités, se pose aussi celle de leurs ressources : la mondialisation de l'enseignement supérieur implique une logique de concentration des acteurs et des investissements massifs, face auxquels les dotations publiques dont bénéficient les universités françaises apparaissent insuffisantes. En janvier 2010, le président de la République a appelé à la mise en place d'un système de « contractualisation » permettant de drainer l'argent des entreprises pour contribuer au financement des universités. L'objectif serait ici de « doubler » les montants du grand emprunt affectés aux universités. À ce jour, la définition de ce système de « contractualisation » reste floue. Elle laisse de nombreuses questions dans l'ombre : estimation des montants qui pourraient être levés (au regard, notamment, des comparaisons internationales), intérêt à agir des entreprises, implication de ces dernières. L'objet de l'étude initiée par l'Institut de l'entreprise entend déterminer les conditions d'un nouvel équilibre entre l'investissement public, d'une part, et la contribution des ménages et des entreprises, de l'autre, dans le financement de l'enseignement supérieur français.

Évaluation du partenariat de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur avec le monde économique pour l'insertion professionnelle des jeunes

Demontes Christiane

France, ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Paris)

Paris : ministère de l'Éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2015. - 103 p.

L'évaluation du partenariat de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur avec le monde économique pour l'insertion professionnelle des jeunes, s'inscrit dans la feuille de route du gouvernement définie lors de la Grande conférence sociale de juillet 2014. Cette évaluation a été confiée à une mission composée de membres de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN), de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR), de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale des finances (IGF). La mission a établi un diagnostic qui pointe l'absence d'une politique publique nationale, révèle un foisonnement d'initiatives territoriales peu coordonnées et peu pilotées, avec un grand nombre d'acteurs, une

absence d'évaluation et de mesure d'impact sur l'orientation scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes. 40 propositions sont présentées dans le rapport.

Entre l'école et l'entreprise, la discrimination en stage : une sociologie publique de l'ethnisation des frontières scolaires

Dhume-Sonzogni Fabrice

Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence, 2014. - 272 p. - (Sociétés contemporaines)

Depuis les années 1970, l'institution scolaire est l'objet d'un double critique, concernant les inégalités qu'elle reproduit et sa « distance » avec le monde du travail. « Nouvelle » recette politique censée répondre à ces deux enjeux, les stages en entreprise sont promus par les pouvoirs publics depuis cette époque. Derrière les discours sur l'entreprise-formatrice, l'organisation de cette relation entre l'école et l'entreprise est complexe et problématique. Loin de régler les questions d'inégalités, les stages sont l'un des lieux où les processus de discrimination se déploient, engageant directement la responsabilité des agents scolaires. Comment l'institution scolaire appréhende-t-elle ce problème ? Comment les établissements s'organisent-ils face à ces enjeux ? Quelles sont les pratiques des enseignants à l'égard des discriminations en stage ? Et comment les élèves vivent-ils ces expériences ? Fruit d'une recherche au long cours, construite dans une perspective de sociologie publique avec les professionnels au sein de l'institution scolaire, cet ouvrage aborde pour la première fois ces questions. À travers une analyse des rapports de pouvoir entre l'école et l'entreprise autour des stages, il montre comment les discriminations prennent place et parfois prennent sens dans les rapports scolaires. Il montre aussi comment l'école contribue à produire les discriminations en stage tout en les niant, ce qui rend compliquée la régulation de ces phénomènes. Phénomènes qui affectent les trajectoires des élèves concernés et minent leur confiance envers l'école publique.

Les stages dans l'enseignement supérieur : vers une insertion professionnelle raisonnée ?

Escourrou Nicole

Bruxelles : E.M.E., 2013. - 185 p. - (Proximités Sociologie)

Le stage est aujourd'hui un moment privilégié de transition entre les mondes universitaire et professionnel. Cet ouvrage analyse l'expérience et les représentations des étudiants pendant leur stage de master 1 ou 2. L'objectif est de démontrer l'existence de stratégies, capables d'aider de futurs stagiaires dans leurs choix. Les différentes conceptions du stage, les spécificités du monde de la formation supérieure, des entreprises et la situation de l'étudiant sont d'abord présentées. L'étude de 240 rapports de stage d'universités, d'écoles de commerce et d'ingénieurs permet de réaliser des analyses quantitatives et qualitatives. Les effets de l'éducation et du monde du travail existent. Les stratégies ou logiques d'actions

apparaissent liées à la personne, aux institutions de formation supérieure et aux entreprises. Les résultats illustrent l'action stratégique et débouchent sur une typologie.

Formation : l'autre miracle suisse : Universités - Ecoles polytechniques - HES - Apprentissage

Garçon François

Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014. - 392 p. - (Focus)

Si la Suisse a acquis une réputation mondiale en matière de savoir-faire horloger, pharmaceutique ou financier, il est un autre domaine dans lequel elle excelle : son système de formation, qui depuis l'apprentissage jusqu'à ses hautes écoles (HES, universités et écoles polytechniques). Comment cette machinerie fonctionne-t-elle, comment s'organise-t-elle, qui sont les professeurs qui l'animent, que gagnent-ils, et comment sont-ils recrutés puis évalués? L'auteur décrit tout d'abord l'originalité du système suisse de formation, en comparaison avec ceux des autres pays européens ; puis, sur la base de données statistiques issues d'une vaste enquête, il révèle toute la singularité de cet appareil, qui chaque jour invente l'avenir de la Confédération. Alors que la plupart des systèmes de formation avouent leurs limites et leur besoin urgent de réformes, la Suisse montre que des solutions sont possibles et applicables... pour qui voudra bien les considérer.

Université : les défis de la professionnalisation

Gayraud Laure ; Simon-Zarca Georgie ; Soldano Catherine

Marseille : Céreq, 2011. - 31 p. - (NEF - Notes emploi formation ; 46)

La professionnalisation à l'université recouvre deux dimensions : l'acquisition de compétences professionnelles, mais aussi l'accompagnement des étudiants en vue de leur future insertion. Ces nouvelles missions ont obligé les universités à repenser une approche de la professionnalisation à la fois dans la construction de leur offre de formation et dans sa mise en œuvre par des structures ad hoc. Comment la professionnalisation se pense et se construit à l'université ? La note aborde cette question d'un triple point de vue. La première partie donne une image de la professionnalisation dans l'enseignement supérieur et de ses évolutions. Des DUT aux licences et masters pro, l'offre s'est fortement diversifiée. En 2008, 42 % des étudiants sont engagés dans une formation professionnelle au sein du système universitaire, formations qui ne présentent pas toutes le même degré de professionnalisation. La combinaison de différents registres (engagement des milieux professionnels, positionnement du diplôme dans un cursus, mode d'entrée sur le marché du travail) permet d'en dresser une typologie. Le passage au LMD conforte le caractère inéluctable du mouvement de professionnalisation. Dans la lignée des directives européennes, l'insertion professionnelle des étudiants, leur « employabilité » deviennent des enjeux forts. Cette seconde partie met l'accent sur le recadrage politique des missions des universités qui doivent se préoccuper de l'orientation et de l'insertion de leurs étudiants. La troisième

partie examine la mise en œuvre du Plan pour la réussite en licence de 2007. Elle analyse la manière dont se déclinent l'intégration de modules de professionnalisation dans les licences générales, la place du stage et la préparation du projet professionnel. Elle aborde enfin la question des dispositifs adoptés au service de la mission d'insertion. Le déplacement qui s'est opéré de la professionnalisation des formations vers celle des missions des universités modifie en profondeur le système universitaire.

Recherche et enseignement supérieur face à l'internationalisation : France, Suisse et Union européenne.

Leresche Jean-Philippe (éd.) ; Laredo Philippe, (éd.) ; Weber Karl, (éd.)
Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2009. - 397 p.

Dans un contexte en transformation, les systèmes nationaux de recherche et d'enseignement supérieur rencontrent des défis semblables : avènement de la société ou de l'économie du savoir, globalisation scientifique, compétitivité, évaluation et, enfin, acceptation sociale des sciences et des techniques. Les États répondent à ces défis de façon différente. La dimension internationale de la recherche et de l'enseignement supérieur est un objet d'étude assez controversé: depuis la Seconde Guerre mondiale environ, l'internationalisation a certes été renforcée sous l'impulsion de divers programmes politiques et scientifiques et a débouché sur une redéfinition du clivage interne/externe, mais on observe aussi de nombreux discours politiques et scientifiques qui instrumentalisent la notion d'internationalisation à différentes fins. Des études de cas fouillées prises principalement dans les deux systèmes français et suisse de recherche et d'enseignement supérieur, placés dans une perspective comparative, permettent de documenter le statut et le poids du phénomène d'internationalisation.

La recherche et l'innovation en France : FutuRIS 2012

Lesourne Jacques (dir.) ; Randet Denis (dir.)
Paris : Odile Jacob, 2012. - 443 p.

Entre crise et impératif d'innovation, quelles sont les voies vers une croissance pour la France ? La recherche et la formation ont un rôle crucial à jouer. Les réformes menées depuis une dizaine d'années commencent à porter leurs fruits. Quelles sont les avancées ? Quels défis restent à relever ? La première partie de cet ouvrage fait un point sur ces questions, aux niveaux français et européen. Dans sa seconde partie, il s'intéresse à des acteurs du système français: les universités, les jeunes pousses rachetées par les grands groupes, l'État dans ses interventions en faveur du soutien à l'innovation et à la compétitivité. Le chapitre final propose une réflexion sur la démarcation entre science et société à partir de la notion de risque. L'ensemble se clôt sur une série de fiches repères et une chronologie des principaux événements de l'année écoulée.

Septième opus d'une série annuelle, cet ouvrage est le fruit des travaux menés au sein de FutuRIS, qui rassemble acteurs et experts de la recherche et de l'innovation.

La professionnalisation des diplômes universitaires : La gouvernance des formations en question. Thèse en vue de l'obtention du Doctorat en Sociologie

Marcyann Yannick.

Nancy : Université de Nancy II, 2010. - 492 p.

Cette thèse étudie la construction, les enjeux et les effets de la professionnalisation des diplômes à l'Université. L'originalité du travail tient en la tentative de mettre en lien deux éléments des réformes menées: d'une part, la professionnalisation des diplômes, et d'autre part, les mesures concrètes liées à la gouvernance, dans les domaines de la construction et de la gestion de l'offre de formation universitaire. Il s'agit d'interroger la généralisation de la professionnalisation des formations universitaires en tant que vecteur favorisant la mise en place d'un nouveau mode de « gouvernance des formations ». Celle-ci concerne l'ensemble des modalités d'ordre institutionnel, organisationnel et opérationnel par lesquelles s'élaborent, se mettent en œuvre, se gèrent et se financent les formations universitaires, dans le cadre de processus de concertation, ou partenariats, entre les différentes parties prenantes. Elle renvoie à l'idée selon laquelle la construction et la régulation de l'offre de diplômes relèvent de concertation multipartites (l'État, l'établissement et ses composantes, les acteurs professionnels, les collectivités territoriales, etc.) et multiniveaux (européen, national et local). Dans cette perspective, plusieurs thématiques seront abordées : la construction politique de la gouvernance et de la professionnalisation des formations universitaires (aux niveaux national et européen), les facteurs ayant influé sur les conceptions et les formes de la professionnalisation des formations, l'évolution de l'ordonnancement institutionnel et organisationnel dans lequel s'inscrit le mouvement de professionnalisation des études, et enfin, les processus de construction des diplômes universitaires professionnalisés. Ce dernier domaine d'investigation portera une attention toute particulière aux formes de partenariats à l'œuvre, ainsi qu'aux représentations, aux pratiques, et au rôle tenu par les différentes catégories d'acteurs impliquées dans l'élaboration et l'habilitation des diplômes. Le cadre théorique et disciplinaire est principalement celui de la sociologie de l'éducation, mais empruntera à celui de la sociologie générale, de la sociologie des organisations, de la sociologie du travail et de l'emploi, comme à celui des sciences de l'éducation.

Les parcours d'orientation des jeunes : dynamiques institutionnelles et identitaires

Picard France (dir.) ; Masdonati Jonas (dir.)

Laval (Canada) : Presses de l'Université de Laval - PUL, 2012. - 298 p. - (Trajectoires professionnelles et marché du travail contemporain)

Le présent ouvrage analyse les parcours d'orientation des jeunes à partir de perspectives disciplinaires et conceptuelles, à la fois diversifiées et complémentaires, aux échelles canadienne et internationale. Les écrits rassemblés étudient la question dans une dimension structurelle, c'est-à-dire en lien avec les particularités des systèmes d'éducation en Europe, en Amérique du Nord et au Québec, mais aussi dans une dimension sociale, réflexive et identitaire.

La professionnalisation de l'enseignement supérieur : de la volonté politique aux formes concrètes

Quenson Emmanuel (dir.) ; Coursaget Solène (dir.)

Toulouse : Octarès, 2012. - 207 p. - (Le travail en débats. Série Colloques & Congrès)

L'enseignement supérieur est le théâtre d'une succession de réformes dont le point commun est la professionnalisation. Dans un contexte marqué par l'arrivée des étudiants issus de la démocratisation scolaire et l'élévation du niveau de formation, des relations ont été établies avec le monde du travail. Elles ont conduit à redéfinir les articulations entre transmission des savoirs académiques et système de référence des entreprises. Cet ouvrage s'interroge sur la signification et les effets de ces transformations en rappelant leurs conditions d'émergence et les croyances sur lesquelles elles s'appuient. Dans quel mouvement social s'inscrivent les politiques mises en œuvre ? La professionnalisation ne contredit-elle pas le cadre juridique national des diplômes ? L'injonction à un rapprochement avec les entreprises ne comporte-t-elle pas une part de leurre, dans la mesure où la reconnaissance du marché du travail dépend d'un rapport social pour partie indéterminé ? Les investigations portent ensuite sur les formes les plus significatives de la professionnalisation. Quelles sont les conséquences de la rénovation des diplômes par la prise en compte des savoirs opérationnels dictés par le monde économique ? A quelles conditions les stages facilitent-ils l'insertion ? Quelle est la portée de la validation des acquis de l'expérience pour renouveler les conditions d'apprentissage ? Comment les étudiants considèrent-ils les formations professionnalisées ? Que penser des dispositifs (projet professionnel, logique compétence, aide à l'orientation et à l'insertion professionnelle, etc.) ? Enfin, toutes ces mutations ne risquent-elles pas d'aboutir à une division des universités entre celles qui s'orienteront vers la recherche et celles qui prôneront la professionnalisation ?

Une socio-histoire des relations formation-emploi

Quenson Emmanuel

Paris : L'Harmattan, 2012. - 275 p.- (Logiques sociales)

Souvent présentée comme un bien universel, la formation est arrimée à la résolution des problèmes économiques et sociaux. Elle permettrait d'améliorer l'accès des jeunes à l'emploi, d'adapter les adultes aux changements et de moderniser les entreprises. Elle serait propice au dialogue social, symbole d'une société apaisée et orientée vers la recherche de compromis. Cet ouvrage se propose de déconstruire cette vision de la formation et des relations qu'elle établirait avec l'emploi, présentées comme logiques et nécessaires. Adoptant une perspective socio-historique, il procède à l'examen de la chaîne des relations formation emploi pour interroger leur signification. Ce retour vers le passé atteste combien ce domaine d'activités est le résultat d'une succession d'interactions. Situées dans des contextes définis, elles sont l'expression des opinions et des pratiques des acteurs individuels et institutionnels. Hommes politiques, experts de l'État, patrons, organisations professionnelles et syndicales ont constamment discuté, dans cette période de l'entre-deux-guerres jusqu'à aujourd'hui, du rôle et des moyens qu'ils souhaitaient voir assigner à la formation. Son objectif revient-il à transmettre des savoir-faire instrumentalisés par le travail ou consiste-t-il à délivrer des connaissances plus générales ? Sa finalité est-elle de socialiser les salariés à l'entreprise ou de leur permettre d'accéder à un certain épanouissement personnel ? Son organisation doit-elle se dérouler sur au travail ou au sein de l'école ? Le dialogue social permet-il une reconnaissance de la formation dans le monde du travail ? La responsabilisation des individus diminue-t-elle les inégalités d'accès à la formation ?

Université : pour une nouvelle ambition

Schlenker Jean-Marc ; Institut Montaigne (Paris).

Paris : Institut Montaigne, 2015. - 91 p.

Si des progrès ont pu être réalisés, les universités souffrent encore d'un déficit de pluridisciplinarité, d'internationalisation et de professionnalisation et notre système reste inégalitaire. Dans un contexte marqué par de multiples fractures et segmentations, des gains d'efficacité sont possibles, à moyens budgétaires constants. Quel modèle de gouvernance inventer pour aller plus loin dans l'autonomie des universités et leur ancrage dans les territoires ? Comment concilier excellence et réussite de tous ? Comment faire des enseignants les leviers du changement ?

Université et entrepreneuriat : L'expérience lorraine

Schmitt Christophe ; Gómez Santos Loyda ; Husson Julien

Nancy : Presses universitaires de Nancy - Editions universitaires de Lorraine, 2014. – 116 p.

La place de l'entrepreneuriat au sein de l'Université connaît une véritable expansion, quel que soit le pays. Après avoir brossé le paysage de 22 pays, nous donnons à voir ici une expérience entrepreneuriale, menée en Lorraine, auprès des étudiants. Sont présentés 16 cas d'étudiants qui ont suivi un parcours original, appelé Business Unit. Ce parcours vient s'inscrire le Pôle entrepreneuriat étudiant de Lorraine (PeeL), soutenu au niveau national au sein du programme Pôles Étudiants Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (PEPITE).

Université et entrepreneuriat : une relation en quête de sens

Schmitt Christophe (éd.)

Paris : L'Harmattan ; Paris : Institut Cedimes, 2005. – 264 p. - (Mouvements économiques et sociaux)

L'université et les entreprises ont constitué longtemps deux mondes hermétiques. Ces dernières années l'entrepreneuriat a pris une place plus importante au sein de l'université, dans la formation comme dans la recherche. Des chercheurs présentent les pratiques de cette relation université-entreprise dans 8 pays (Belgique, France, Iran, Maroc, Mexique, Québec, Turquie et Vietnam). Ces expériences montrent les formes que peuvent prendre cette relation. Son initialisation est impulsée souvent par l'État, puis la mise en place de structures d'accompagnement permet son institutionnalisation. Enfin comme en Belgique et au Québec, l'intégration de cette relation université-entrepreneuriat, en décloisonnant les programmes de formation et de recherche, modifient l'organisation classique des universités en créant des îlots d'innovation.

L'apprentissage responsable

Vilcot Thomas ; Cimbaro Yves

La Plaine-Saint-Denis : AFNOR, 2015. - 202 p.

L'apprentissage occupe une place grandissante en France. C'est une pratique inscrite dans notre histoire, avec pour origine le compagnonnage. On le pense, à tort, réservé aux seuls premiers niveaux de qualification et de diplômes, alors même qu'il prend une place grandissante dans les formations de niveau supérieur. L'objectif de ce livre est de valoriser et mieux faire connaître la formation par apprentissage pour le supérieur. Il répond, entre autres, aux questions suivantes : Comment intégrer cette voie de formation ? Comment mieux valoriser cette voie d'excellence ? À l'heure du Web 3.0, quel virage qualitatif et innovant prendre pour l'apprentissage ?